

Appel à communications

Colloque international

Université Autonome de Madrid (UAM)

10-11 décembre 2025

« Professions intellectuelles » et changement politique en Espagne et au Portugal dans les années 1960 et 1970

Argumentaire :

À l'automne 2024, la RTVE a diffusé *Las abogadas*, librement inspirée du parcours d'avocates spécialisées en droit du travail, engagées dans l'opposition à la dictature franquiste dans les années 1960-1970, et dont le parcours est marqué par l'attentat d'Atocha de 1977, perpétré par des militants d'extrême-droite dans le but de fragiliser le processus de transition démocratique en cours. Cette série télévisée, qui met en lumière des figures féminines de l'opposition au franquisme, rappelle le rôle singulier joué par certains acteurs professionnels – individuels ou collectifs – dans les années de transition de la dictature à la démocratie en Espagne. Au Portugal, les grèves d'enseignants et de médecins au début des années 1970 témoignent du rapprochement de certaines professions intellectuelles avec les formes de lutte et d'organisation du monde ouvrier avant même le « Processus Révolutionnaire en Cours » (*Processo Revolucionário Em Curso*) ouvert par la révolution des Œillets du 25 avril 1974, incitant à inscrire celui-ci dans une séquence de démocratisation de la société portugaise et de ses institutions de plus longue durée.

Le présent colloque a précisément pour objectif d'explorer et de caractériser les rapports entre les groupes professionnels et le politique dans le contexte de la fin de la dictature de Francisco Franco (1939-1975) en Espagne, et du régime dictatorial portugais (1926-1974), en se focalisant sur le cas des professions libérales ou intellectuelles. Par-là, il s'agit d'envisager le changement politique à un niveau intermédiaire, par les groupes d'intérêt et les mouvements sociaux (Schmitter : 1995). A l'instar des intérêts de classe ou sectoriel, les actions et attitudes de ces groupes professionnels – regroupés ou pas en associations – n'ont peut-être pas déterminé le calendrier du changement de régime ou son issue immédiate mais ils ont participé à discréditer et contester le caractère indispensable du pouvoir autoritaire ou à influencer sur la nature de la démocratisation. Les tentatives du pouvoir pour renforcer leur contrôle, comme c'est le cas en Espagne avec la loi du 13 février 1974 sur les collèges professionnels, soulignent le rôle que les groupes professionnels ont pu jouer dans la fin des dictatures.

Compte tenu de leur caractère interventionniste et corporatiste, les dictatures espagnole et portugaise approfondissent le mouvement de renforcement mutuel de l'État et des groupes professionnels et la dynamique d'affirmation des groupes d'intérêt initiées aux XVIII^e-XIX^e siècles (Linz : 1988 ; Villacorta Baños : 1989 ; Dubar, Tripier : 1998 ; Offerlé : 1998). En situation autoritaire, les groupes professionnels et leurs instances représentatives sont des espaces privilégiés où se jouent des dynamiques de pouvoir et de contrôle. L'État, comme principale instance de reconnaissance et de légitimation sociale peut s'appuyer sur eux pour renforcer son assise/autorité ou ses capacités d'actions en faisant appel à l'expertise de groupes professionnels déterminés ou, au contraire, les réprimer s'ils sont perçus comme une menace ou un obstacle à ses orientations politiques, économiques ou sociales, ce qui favorise les

attitudes de conformité et d'allégeance. De l'autre côté, l'État corporatiste favorise la pénétration des intérêts professionnels au sein de l'appareil du pouvoir.

Les professions libérales ou « établies » (avocats, médecins, architectes, ingénieurs, etc.), caractérisées par le monopole légal sur le droit d'exercer certaines pratiques ou l'usage réservé d'un titre professionnel, et dotées de structures de régulation spécifiques ; mais aussi d'autres professions intellectuelles (enseignants, chercheurs par exemple), sont affectées de façon spécifique par le contexte autoritaire. Ces « professions intellectuelles » – terme générique que nous emploierons pour désigner l'ensemble de ces professions – parviennent globalement à rester en marge de l'organisation corporatiste (représentation propre au sein de la chambre corporative, restauration progressive d'un fonctionnement démocratique des organisations professionnelles), et à conserver ou obtenir d'autres avantages symboliques ou économiques. Pour le pouvoir autoritaire, ces concessions sont un moyen de garantir le soutien de ces élites sociales ou économiques dont les intérêts sont divers. L'hétérogénéité caractérise en effet ces métiers intellectuels compte tenu de la variété des secteurs d'activité ; des conditions d'exercice, qui diffèrent notamment suivant le statut qui leur est associé (indépendant, fonctionnaire, employé) (Sapiro : 2006) ; des modes d'organisation (institutions ordinales, groupements associatifs, syndicat) ; et de leur ancienneté, qui influe à son tour sur leur degré de structuration, leur prestige et leur capacité d'action, individuelle ou collective. Mais, au-delà de cette diversité apparente, ces professions partagent le caractère intellectuel de leur activité et, en général, une rhétorique professionnelle du désintéressement et de la responsabilité, au fondement de leur revendication d'autonomie (Paradeise : 1985). Entre l'État, et le marché, au-delà de leurs intérêts propres, elles seraient au service de la défense du « public », ainsi qu'on l'observe chez les avocats (Karpik : 1995). Cette idéologie professionnelle prend un autre relief et est réinvestie par une partie des membres des professions intellectuelles à partir des années 1960, dans une séquence de contestation croissante des États autoritaires et de constructions d'alternatives sociales et démocratiques.

Le colloque vise donc à cerner les formes et la contribution des « professions intellectuelles » au processus de transition et de démocratisation en Espagne et au Portugal des années 1960-1970. En se focalisant sur ces groupes professionnels, il s'agit d'approfondir les possibilités et les cadres de l'opposition aux dictatures. En raison de leur autonomie et de leur capital social, les professions à statut et les professions intellectuelles ont des capacités de résistance et de protestations plus élevées que d'autres groupes sociaux. L'objectif est aussi d'explorer l'évolution des relations aux pouvoirs autoritaires de groupes appartenant en majorité à la bourgeoisie ou aux classes moyennes, qui ont pu bénéficier de positions privilégiées ou ont soutenu ces régimes, avant de s'en distancier (González : 2015 ; Hoffmann : 2023). Mais il s'agira également de montrer l'hétérogénéité de ces groupes, qui peuvent être traversés par des clivages politiques, sociaux, générationnels ou professionnels, qui induisent des attitudes et des positions des individus à l'égard des régimes autoritaires. Enfin, l'objectif est de mieux comprendre les relations entre le politique et les sphères du savoir et des connaissances spécialisées en contexte autoritaire et dans les phases de changement politique.

Le choix d'une séquence d'une vingtaine d'années renvoie à la volonté de considérer le processus de transition démocratique comme un processus long, incluant non seulement des changements politiques et institutionnels (partis, élections, opinion publique, culture politique) mais aussi sociaux et économiques. Il traduit aussi le souci de ne pas singulariser a priori les relations des groupes professionnels aux États en contexte autoritaire mais davantage de montrer leurs capacités d'adaptation – sinon de réinvention – au changement politique. Si l'Espagne et le Portugal ont en commun des modes d'organisations professionnelles et corporatistes et une même séquence chronologique de fin des dictatures et de transition vers l'établissement de régimes démocratiques, l'objectif du colloque sera de montrer les points

communs et les différences dans les temporalités, les possibilités et les modalités d'action des groupes professionnels à la fin des dictatures.

Trois axes de questionnement sont privilégiés. Les propositions pourront s'inscrire dans l'un d'entre eux ou au croisement de plusieurs d'entre eux. Pluridisciplinaire, le colloque est ouvert aux propositions d'historien·nes, mais aussi de sociologues et de politistes et de tous les chercheur·ses intéressés par les dynamiques professionnelles présentées.

Axe 1 : La politisation des professions intellectuelles : facteurs, temporalités, espaces

À partir des années 1960, s'observe une plus forte politisation de la société civile à laquelle les professions libérales et d'autres professions intellectuelles participent plus que d'autres. Les propositions permettant d'envisager, les facteurs de cette politisation – changement générationnel, libéralisation relative, ouverture et échanges internationaux, etc. – ; ses temporalités – sous les régimes autoritaires, au moment du changement de régime ou postérieurement – ; ainsi que ses espaces – Université, mondes du travail, partis politiques d'opposition, organisations professionnelles, sont les bienvenues. L'attention pourra être portée à retracer des trajectoires individuelles ou collectives (milieu social, formation, carrière, réseaux) emblématiques de l'engagement des professions intellectuelles. La manière dont les organisations professionnelles sont affectées par la politisation d'une partie de leurs membres pourra être approfondie. Sont-elles motrices, attentistes ou hostiles à cette évolution ? Ne deviennent-elles pas, surtout, un enjeu de lutte pour les opposant·es comme pour les soutiens du régime ? Sont ici posées les divergences fortes qui peuvent exister entre les membres d'un même groupe professionnel en termes d'âge, de position professionnelle, de conviction politique, qui peuvent jouer sur son influence et ses capacités d'action, et que le colloque invite à prendre en compte.

Axe 2 : Changements professionnels et changements politiques

Il s'agit d'approfondir les relations plurielles entre dynamiques professionnelles et changements de l'appareil d'État au cours des années 1960 et 1970. Pour faire face au défi de la modernisation et de l'ouverture de l'économie, les régimes autoritaires de la péninsule ont pu être amenés à mobiliser des spécialistes et des experts, en dépit de leur politisation réelle ou supposée. Des professionnels ont pu ainsi à la fois servir le régime, s'y opposer ou tenter de le faire évoluer, puis contribuer à élaborer les nouvelles institutions. Les propositions sont aussi invitées à interroger les ressorts professionnels de l'engagement des professions intellectuelles contre ou en faveur du régime. Les cohortes nombreuses de jeunes architectes sont ainsi d'autant plus enclines à se mobiliser contre le régime au nom de la « fonction sociale » de l'architecture, que leur entrée sur le marché du travail est difficile (Vaz : 2017). Le colloque vise aussi à interroger les profits tirés par les groupes professionnels, ou certains de leurs membres, de leur engagement contre les régimes autoritaires dans la phase de transition. La légitimité tirée du rôle d'« opposant » permet-elle de jouer un rôle politique dans le processus institutionnel de démocratisation (rôle dans les gouvernements provisoires, candidature aux élections, définition des institutions) ou d'obtenir des gains corporatistes ? Inversement, y a-t-il des coûts politiques et professionnels pour les soutiens des régimes déchus ?

Axe 3 : Professions intellectuelles et engagements politiques et sociaux

Le dernier axe invite à développer les formes concrètes et les moyens de l'engagement des professions intellectuelles dans les dernières années des dictatures et durant le processus de transition politique et institutionnel. L'objectif est notamment d'éclairer comment ces groupes

professionnels ont pu être déterminants pour soutenir et appuyer la mobilisation de groupes sociaux ciblés par le régime ou mobilisés contre celui-ci ; de voir comment les associations professionnelles ont pu être des ressources – ou pas – dans ces luttes sociales ou politiques ; d'envisager aussi les liens qui ont pu s'établir entre différentes professions au service de ces luttes. D'autres questions peuvent être approfondies dans le cadre des propositions. Quelles rhétoriques, quels discours viennent justifier ces prises de position ou ces interventions ? Quel type de liens s'établissent entre les membres des professions intellectuelles et les autres acteurs des mobilisations sociales (collaboration, coopération, subordination, domination) ? Quand et comment les liens se sont-ils distendus entre ces différents acteurs de la société civile ? Quel rôle ont joué les partis politiques ?

Modalité de soumission :

Les communications pourront se faire en espagnol, en portugais, en français ou en anglais. Les propositions (titre et résumé de 3500 caractères maximum) sont à envoyer avant le 12 octobre 2025 à l'adresse suivante : iberproxx@gmail.com

A l'issue du colloque, s'ouvrira une phase de sélection de textes en vue de leur publication.

Comité d'organisation :

Christophe ARAÚJO (Université Paris Nanterre)
Rubén CABAL TEJADA (Université Autonome de Madrid)
Misael Arturo LÓPEZ ZAPICO (Université Autonome de Madrid)
Céline VAZ (Université Polytechnique Hauts-de-France)

Comité scientifique :

Irene DÍAZ MARTÍNEZ (Université d'Oviedo)
Xavier DOMÈNECH SAMPERE (Université Autonome de Barcelone)
Ángeles GONZÁLEZ FERNÁNDEZ (Université de Séville)
Concepción LANGA NUÑO (Université de Séville)
Darina MARTYKÁNOVÁ (Université Autonome de Madrid)
Carne MOLINERO RUIZ (Université Autonome de Barcelone)
Juan Luis PAN-MONTOJO GONZÁLEZ (Université Autonome de Madrid)
Javier TÉBAR HURTADO (Université de Barcelone)
Carlos SANZ DÍAZ (Université Complutense de Madrid)
Nicolas SESMA LANDRIN (Université de Grenoble)
Luísa SOUSA (Université Nouvelle de Lisbonne)

Institutions organisatrices :

Université autonome de Madrid. Escalas. Groupe de recherche en histoire connectée de la contemporanéité

Université Polytechnique Hauts-de-France

Casa de Velázquez

Activité s'inscrivant dans le cadre du projet IberPro : *Groupes professionnels et États autoritaires dans la péninsule ibérique au XXe siècle. Perspective comparée (Méditerranée, Amérique latine)*, soutenu par la Casa de Velázquez entre 2026 et 2028.

Calendrier et lieu du colloque :

12 octobre 2025 – Date limite d'envoi des propositions

20 octobre 2025 – Notification des avis.

10-11 décembre 2025 – Colloque à l'Université Autonome de Madrid, Madrid.

Convocatoria de comunicaciones

Coloquio internacional

Facultad de Filosofía y Letras

Universidad Autónoma de Madrid (UAM)

10-11 de diciembre de 2025

«Profesiones intelectuales» y cambio político en España y Portugal en los años sesenta y setenta

Contextualización:

En otoño de 2024, la RTVE emitió *Las abogadas*, libremente inspirada en la trayectoria de unas abogadas especializadas en derecho laboral, comprometidas con la oposición a la dictadura franquista en los años sesenta y setenta, y cuya trayectoria estuvo marcada por el atentado de Atocha de 1977, perpetrado por militantes de extrema derecha con el objetivo de debilitar el proceso de transición democrática en curso (<https://www.rtve.es/play/videos/las-abogadas/>). Esta serie de televisión, que pone de relieve figuras femeninas de la oposición al franquismo, recuerda el singular papel desempeñado por algunos actores profesionales —individuales o colectivos— en los años de transición de la dictadura a la democracia en España. En Portugal, las huelgas de profesores y médicos a principios de la década de 1970 dan testimonio del acercamiento de algunas profesiones intelectuales a las formas de lucha y organización del mundo obrero, incluso antes del «Proceso Revolucionario en Curso» (*Processo Revolucionário Em Curso*, PREC) iniciado por la Revolución de los Claveles del 25 de abril de 1974, lo que incita a inscribirlo en una secuencia de democratización de la sociedad portuguesa y de sus instituciones de más larga duración.

El presente coloquio tiene precisamente como objetivo explorar y caracterizar las relaciones entre los grupos profesionales y la política en el contexto del fin de la dictadura de Francisco Franco (1939-1975) en España y del régimen dictatorial portugués (1926-1974), centrándose en el caso de las profesiones intelectuales y el conocimiento experto. Se trata, por tanto, de considerar el cambio político a un nivel intermedio, a través de los grupos de interés y los movimientos sociales. Al igual que los intereses de clase o sectoriales, las acciones y actitudes de estos grupos profesionales —agrupados o no en asociaciones— quizá no determinaron el calendario del cambio de régimen ni su resultado inmediato, pero contribuyeron a desacreditar y cuestionar el carácter indispensable del poder autoritario o a influir en la naturaleza de la democratización (Schmitter: 1995). Los intentos del poder por reforzar su control, como es el caso en España con la Ley de 13 de febrero de 1974 sobre los colegios profesionales (BOE, 1974) ponen de relieve el papel que los grupos profesionales pudieron desempeñar en el fin de las dictaduras.

Dado su carácter intervencionista y corporativista, las dictaduras española y portuguesa profundizaron ampliamente el movimiento de refuerzo mutuo entre el Estado y los grupos profesionales, que se remonta al siglo XVIII, y la dinámica de afirmación de los grupos de interés, iniciada a partir de finales del siglo XIX (Linz: 1988; Villacorta Baños: 1989; Dubar, Tripiet: 1998; Offerlé: 1998). En contextos autoritarios, los grupos profesionales y sus instancias representativas son espacios privilegiados en los que se desarrollan dinámicas de

poder y control. El Estado, como principal instancia de reconocimiento y legitimación social, puede apoyarse en ellos para reforzar su base/autoridad o su capacidad de acción recurriendo a la pericia de determinados grupos profesionales o, por el contrario, reprimirlos si se perciben como una amenaza u obstáculo para sus orientaciones políticas, económicas o sociales, lo que favorece las actitudes de conformidad y lealtad. Por otro lado, el Estado corporativista favorece la penetración de los intereses profesionales en el aparato del poder.

Las profesiones liberales (abogados, médicos, economistas, arquitectos, ingenieros, etc.), caracterizadas por el monopolio legal del derecho a ejercer determinados oficios o el uso reservado de un título profesional, y dotadas de estructuras reguladoras específicas; pero también otras profesiones intelectuales (por ejemplo, profesores e investigadores), se ven afectadas de manera específica por el contexto autoritario. En general, las profesiones intelectuales –término que utilizaremos para designarlas de forma general– logran mantenerse al margen de la organización corporativa (representación propia en el seno de la cámara corporativa, restauración progresiva del funcionamiento democrático de las organizaciones profesionales) y conservar u obtener otras ventajas simbólicas o económicas. Para el poder autoritario, estas concesiones son un medio de garantizar el apoyo de estas élites sociales o económicas cuyos intereses son diversos. La heterogeneidad caracteriza a estas profesiones intelectuales, dada la variedad de sectores de actividad; las condiciones de ejercicio, que difieren en particular según el estatus que se les atribuye (independientes, funcionarios, empleados) (Sapiro: 2006); los modos de organización (instituciones ordinales, agrupaciones asociativas, sindicatos); y su antigüedad, que a su vez influye en su grado de estructuración, su prestigio y su capacidad de acción, individual o colectiva. Pero, más allá de esta aparente diversidad, estas profesiones comparten el carácter intelectual de su actividad y, en general, una retórica profesional de desinterés y responsabilidad, que constituye la base de su reivindicación de autonomía (Paradeise: 1985). Entre el Estado y el mercado, más allá de sus propios intereses, estarían al servicio de la defensa del «público», como se observa en el caso de los abogados (Karpik: 1995). Esta ideología profesional adquiere otro relieve y es retomada por una parte de los miembros de las profesiones intelectuales a partir de los años sesenta, en una secuencia de creciente contestación de los Estados autoritarios y de construcción de alternativas sociales y democráticas.

El coloquio tiene por objeto, por tanto, determinar las formas y la contribución de las «profesiones intelectuales» al proceso de transición y democratización en España y Portugal en los años sesenta y setenta. Centrándose en estos grupos profesionales, se trata de profundizar en las posibilidades y los marcos de la oposición a las dictaduras. Debido a su autonomía y su capital social, las profesiones con estatus y otras profesiones intelectuales tienen una mayor capacidad de resistencia y protesta que otros grupos sociales. El objetivo es también explorar la evolución de las relaciones con los poderes autoritarios de grupos pertenecientes en su mayoría a la burguesía o a las clases medias, que pudieron beneficiarse de posiciones privilegiadas o apoyaron estos regímenes, antes de distanciarse de ellos (González; 2015; Hoffmann: 2023). Pero también se tratará de mostrar la heterogeneidad de estos grupos, que pueden estar atravesados por divisiones políticas, sociales, generacionales o profesionales, que determinan las actitudes y posiciones de los individuos hacia los regímenes autoritarios. En suma, el coloquio pretende contribuir a profundizar las relaciones entre poder político y la esfera de los conocimientos y de los saberes en contextos autoritarios y de cambio político.

La elección de un periodo de unos veinte años responde a la voluntad de considerar el proceso de transición democrática como un proceso largo, que incluye no solo cambios políticos e institucionales (partidos, elecciones, opinión pública, cultura política), sino también sociales y económicos. También refleja la preocupación por no singularizar a priori las relaciones de los grupos profesionales con los Estados en contextos autoritarios, sino más bien mostrar la capacidad de adaptación —si no de reinención— de esos grupos al cambio político. Si bien

España y Portugal comparten modos de organización profesional y corporativista y una misma secuencia cronológica de fin de las dictaduras y de transición hacia el establecimiento de regímenes democráticos, el objetivo del coloquio será mostrar los puntos comunes y las diferencias en las temporalidades, las posibilidades y las modalidades de acción de las profesiones intelectuales al final de las dictaduras.

En este coloquio, que constituye el arranque del proyecto IberPro –*Grupos profesionales y Estados autoritarios en la Península Ibérica en el siglo XX. Perspectiva comparada (Mediterráneo, América Latina)*–, se privilegian tres ejes de reflexión. Las propuestas pueden inscribirse en uno de ellos o en varios. El coloquio, de carácter multidisciplinar, está abierto a propuestas de historiadores, sociólogos, politólogos e investigadores de otros ámbitos afines, interesados en un mejor conocimiento del profesional intelectual.

Eje 1: La politización de las profesiones intelectuales: factores, temporalidades, espacios

A partir de la década de 1960, se observa una mayor politización de la sociedad civil, en la que las profesiones liberales y otras profesiones intelectuales participan intensamente. Se acogerán con interés las propuestas que permitan abordar los factores de esta politización (cambio generacional, liberalización relativa, apertura e intercambios internacionales, etc.), sus temporalidades (bajo regímenes autoritarios, en momentos de cambio de régimen o posteriormente) y sus espacios (universidad, mundo laboral, partidos políticos de oposición, organizaciones profesionales). Se podrá prestar atención al seguimiento de trayectorias individuales o colectivas (entorno social, formación, carrera, redes) emblemáticas del compromiso de las profesiones intelectuales. Se podrá profundizar en la forma en que las organizaciones profesionales se ven afectadas por la politización de una parte de sus miembros. ¿Son impulsoras, expectantes u hostiles a esta evolución? ¿No se convierten, sobre todo, en un campo de batalla tanto para los opositores como para los partidarios del régimen? Aquí se plantean las fuertes divergencias que pueden existir entre los miembros de un mismo grupo profesional en términos de edad, posición profesional y convicciones políticas, que pueden afectar a su influencia y capacidad de acción, y que el coloquio invita a tener en cuenta.

Eje 2: Cambios profesionales y cambios políticos

Se trata, más concretamente, de profundizar en las relaciones plurales entre las dinámicas profesionales y los cambios en el aparato estatal y político durante los años sesenta y setenta. Para hacer frente al reto de la modernización y la apertura de la economía, los regímenes autoritarios de la península se vieron obligados a movilizar a especialistas y expertos, a pesar de su politización real o supuesta. Así, los profesionales pudieron al mismo tiempo servir al régimen, oponerse a él o intentar hacerlo evolucionar, y luego contribuir a la elaboración de las nuevas instituciones. También se invita a las propuestas a cuestionar los resortes profesionales del compromiso de las profesiones intelectuales contra o a favor del régimen. Por ejemplo, las numerosas cohortes de jóvenes arquitectos son tanto más propensas a movilizarse contra el régimen y en nombre de la «función social» de la arquitectura, cuanto más difícil es su entrada en el mercado laboral (Vaz: 2017). El coloquio también pretende cuestionar los beneficios obtenidos por los grupos profesionales, o algunos de sus miembros, de su compromiso contra los regímenes autoritarios en la fase de transición. ¿La legitimidad derivada del papel de «opositor» permite desempeñar un papel político en el proceso institucional de democratización (papel en los gobiernos provisionales, candidatura a las elecciones, definición de las instituciones) u obtener beneficios corporativistas? A la inversa,

¿cuáles son los costes políticos y profesionales para los partidarios de los regímenes derrocados?

Eje 3: Profesiones intelectuales y compromisos políticos y sociales

El último eje invita a desarrollar las formas concretas y los medios de compromiso de las profesiones intelectuales en los últimos años de las dictaduras y durante el proceso de transición política e institucional. El objetivo es, en particular, esclarecer cómo estos grupos profesionales pudieron ser determinantes para apoyar las acciones de aquellos grupos sociales perseguidos por el régimen o movilizados contra él; ver cómo las asociaciones profesionales pudieron ser recursos –o no– en estas luchas sociales o políticas; y también examinar los vínculos que pudieron establecerse entre diferentes profesiones al servicio de estas luchas. En el marco de las propuestas se pueden profundizar otras cuestiones. ¿Qué retórica, qué discursos justificaban estas posiciones o intervenciones? ¿Qué tipo de vínculos se establecieron entre los miembros de las profesiones intelectuales y los demás actores de las movilizaciones sociales (colaboración, cooperación, subordinación, dominación)? ¿Qué papel desempeñaron los partidos políticos y las organizaciones católicas en este encuentro? ¿Cuándo y cómo se distendieron los vínculos entre estos diferentes actores de la sociedad civil?

Modalidad de presentación:

Las comunicaciones podrán presentarse en español, portugués, francés o inglés. Las propuestas (título y resumen de 3500 caracteres como máximo) deberán enviarse antes del 12 de octubre de 2025 a la siguiente dirección: iberproxx@gmail.com

Al finalizar el coloquio se abrirá un plazo para el envío y selección de textos de cara a una publicación académica de los resultados más destacados.

Se concederá un total de 6 bolsas de viaje (de hasta 100 euros cada una) para sufragar los gastos de desplazamiento a Madrid de los estudiantes de doctorados que presenten comunicación. Para solicitar esta bolsa se debe indicar en el correo electrónico enviado junto a la propuesta, incluyendo en este caso un breve CV (no más de 600 palabras) que servirá para seleccionar a los receptores de la ayuda.

Comité organizador:

Christophe ARAÚJO (Universidad Paris Nanterre)
Rubén CABAL TEJADA (Universidad Autónoma de Madrid)
Misael Arturo LÓPEZ ZAPICO (Universidad Autónoma de Madrid)
Céline VAZ (Universidad Politécnica de Hauts-de-France)

Comité científico:

Irene DÍAZ MARTÍNEZ (Universidade de Oviedo)
Xavier DOMÈNECH SAMPERE (Universidade Autònoma de Barcelona)
Ángeles GONZÁLEZ FERNÁNDEZ (Universidade de Sevilha)
Concepción LANGA NUÑO (Universidade de Sevilha)
Darina MARTYKÁNOVÁ (Universidade Autònoma de Madrid)
Carme MOLINERO RUIZ (Universidade Autònoma de Barcelona)
Juan Luis PAN-MONTOJO GONZÁLEZ (Universidade Autònoma de Madrid)
Javier TÉBAR HURTADO (Universidade de Barcelona)
Carlos SANZ DÍAZ (Universidade Complutense de Madrid)
Nicolas SESMA LANDRIN (Universidade de Grenoble)
Luísa SOUSA (Universidade Nova de Lisboa)

Instituciones organizadoras:

Universidad Autónoma de Madrid (UAM)

Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF)

Casa de Velázquez

Escalas. Grupo de investigación en historia conectada de la contemporaneidad

Actividad enmarcada en el proyecto IberPro: *Grupos profesionales y Estados autoritarios en la Península Ibérica en el siglo XX. Perspectiva comparada (Mediterráneo, América Latina)* que va a ser apoyado por la Casa de Velázquez entre 2026 y 2028.

Calendario y lugar del coloquio:

12 de octubre de 2025 – fecha límite para el envío de propuestas.

20 de octubre de 2025 – Notificación de los resultados.

10-11 de diciembre de 2025 – Coloquio en la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad Autónoma de Madrid (UAM), Madrid.

Chamada para contribuições

Colóquio internacional

Faculdade de Filosofia e Letras

Universidade Autónoma de Madrid (UAM)

10-11 de dezembro de 2025

“Profissões intelectuais” e mudança política em Espanha e Portugal, nos anos sessenta e setenta

Contextualização:

Durante o outono de 2024, a RTVE transmitiu *Las Abogadas*, livremente inspirada na trajetória de algumas advogadas especializadas em direito do trabalho, comprometidas na oposição à ditadura franquista nos anos sessenta e setenta, e cuja trajetória foi marcada pelo atentado de Atocha de 1977, perpetrado por militantes de extrema-direita com o objetivo de enfraquecer o processo de transição democrática em curso (<https://www.rtve.es/play/videos/las-abogadas/>). Esta série de televisão, que destaca figuras femininas da oposição ao franquismo, lembra o papel singular desempenhado por alguns atores profissionais — individuais ou coletivos — nos anos de transição da ditadura para a democracia em Espanha. Em Portugal, as greves de professores e médicos no início da década de 1970 testemunham a aproximação de algumas profissões intelectuais às formas de luta e organização do mundo operário, mesmo antes do «Processo Revolucionário Em Curso» iniciado pela Revolução dos Cravos de 25 de abril de 1974, o que leva a inscrevê-lo numa sequência de democratização da sociedade portuguesa e das suas instituições de mais longa duração.

O presente colóquio tem precisamente como objetivo explorar e caracterizar as relações entre os grupos profissionais e a política no contexto do fim da ditadura de Francisco Franco (1939-1975) em Espanha e do regime ditatorial português (1926-1974), centrando-se no caso das profissões intelectuais e no conhecimento especializado dessas profissões. Trata-se, portanto, de considerar a mudança política a um nível intermédio, através dos grupos de interesse e dos movimentos sociais. Tal como os interesses de classe ou setoriais, as ações e as atitudes destes grupos profissionais — agrupados ou não em associações — talvez não tenham determinado o calendário da mudança de regime nem o seu resultado imediato, mas contribuíram para desacreditar e questionar o carácter indispensável do poder autoritário ou para influenciar a natureza da democratização (Schmitter: 1995). As tentativas do poder de reforçar o seu controlo, como é o caso em Espanha com a Lei de 13 de fevereiro de 1974 sobre as ordens profissionais (BOE, 1974), destacam o papel que os grupos profissionais puderam desempenhar no fim das ditaduras.

Dado o seu carácter intervencionista e corporativista, as ditaduras espanhola e portuguesa aprofundaram amplamente o movimento de reforço mútuo entre o Estado e os grupos profissionais, que remonta ao século XVIII, e à dinâmica de afirmação dos grupos de interesse, iniciada a partir do final do século XIX (Linz: 1988; Villacorta Baños: 1989; Dubar,

Tripier: 1998; Offerlé: 1998). Em contextos autoritários, os grupos profissionais e as suas instâncias representativas são espaços privilegiados onde se desenvolvem dinâmicas de poder e controlo. O Estado, como principal instância de reconhecimento e legitimação social, pode apoiar-se neles para reforçar a sua base/autoridade ou a sua capacidade de ação, recorrendo à perícia de determinados grupos profissionais ou, pelo contrário, reprimi-los se forem percebidos como uma ameaça ou obstáculo às suas orientações políticas, económicas ou sociais, o que favorece atitudes de conformidade e lealdade. Por outro lado, o Estado corporativista favorece a penetração dos interesses profissionais no sistema do poder.

As profissões liberais (advogados, médicos, economistas, arquitetos, engenheiros, etc.), caracterizadas pelo monopólio legal do direito de exercer determinadas funções ou pelo uso reservado de um título profissional, e dotadas de estruturas reguladoras específicas; mas também outras profissões intelectuais (por exemplo, professores e investigadores), são afetadas de forma específica pelo contexto autoritário. Em geral, as profissões intelectuais – termo que utilizaremos para designá-las de forma geral – conseguem manter-se à margem da organização corporativa (representação própria no seio da câmara corporativa, restauração progressiva do funcionamento democrático das organizações profissionais) e conservar ou obter outras vantagens simbólicas ou económicas. Para o poder autoritário, essas concessões são um meio de garantir o apoio dessas elites sociais ou económicas cujos interesses são diversos. A heterogeneidade caracteriza essas profissões intelectuais, dada a variedade de setores de atividade; as condições de exercício, que diferem em particular de acordo com o estatuto que lhes é atribuído (independentes, funcionários, empregados) (Sapiro: 2006); os modos de organização (instituições ordinais, agrupamentos associativos, sindicatos); e a sua antiguidade, que por sua vez influencia o seu grau de estruturação, prestígio e capacidade de ação, individual ou coletiva. Mas, para além desta aparente diversidade, estas profissões partilham o carácter intelectual da sua atividade e, em geral, uma retórica profissional de desinteresse e responsabilidade, que constitui a base da sua reivindicação de autonomia (Paradeise: 1985). Entre o Estado e o mercado, para além dos seus próprios interesses, estariam ao serviço da defesa do “público”, como se observa no caso dos advogados (Karpik: 1995). Esta ideologia profissional adquire outro relevo e é retomada por parte dos membros das profissões intelectuais a partir dos anos sessenta, numa sequência de crescente contestação dos Estados autoritários e de construção de alternativas sociais e democráticas.

O colóquio tem como objetivo, portanto, de determinar as formas e a contribuição das “profissões intelectuais” no processo de transição e de democratização em Espanha e Portugal nas décadas de 1960 e 1970. Centrando-se nestes grupos profissionais, trata-se de aprofundar as possibilidades e os quadros da oposição às ditaduras. Devido à sua autonomia e capital social, as profissões de prestígio e outras profissões intelectuais têm uma maior capacidade de resistência e protesto do que outros grupos sociais. O objetivo é também de explorar a evolução das relações com os poderes autoritários de grupos pertencentes em sua maioria à burguesia ou às classes médias, que puderam beneficiar de posições privilegiadas ou até apoiaram esses regimes, antes de se distanciarem deles (González; 2015; Hoffmann: 2023). Mas também se tratará de mostrar a heterogeneidade desses grupos, que podem ser atravessados por divisões políticas, sociais, geracionais ou profissionais, que determinam as atitudes e posições dos indivíduos em relação aos regimes autoritários. Em suma, o colóquio pretende contribuir para aprofundar as relações entre o poder político e a esfera do conhecimento e do saber, quer em contextos autoritários, quer durante mudanças políticas.

A escolha de um período de cerca de vinte anos responde à vontade de considerar o processo de transição democrática como um processo longo, que inclui não só mudanças políticas e institucionais (partidos, eleições, opinião pública, cultura política), mas também sociais e económicas. Reflete também a preocupação em não singularizar a priori as relações dos grupos profissionais com os Estados em contextos autoritários, mas sim mostrar a

capacidade de adaptação –se não de reinvenção– desses grupos perante uma mudança política. Embora Espanha e Portugal partilhem modos de organização profissional e corporativista e uma mesma sequência cronológica de fim das ditaduras e de transição para o estabelecimento de regimes democráticos, o objetivo do colóquio será de mostrar os pontos comuns e as diferenças nas temporalidades, nas possibilidades e nas modalidades de ação das profissões intelectuais no fim das ditaduras.

Neste colóquio, que constitui o arranque do projeto IberPro –Grupos profissionais e Estados autoritários na Península Ibérica no século XX. Perspetiva comparada (Mediterrâneo, América Latina)–, privilegiam-se três eixos de reflexão. As propostas podem inscrever-se num ou em vários deles. O colóquio, de carácter multidisciplinar, está aberto a propostas de historiadores, sociólogos, politólogos e investigadores de outras áreas afins, interessados num melhor conhecimento do profissional intelectual.

Eixo 1: A politização das profissões intelectuais: fatores, temporalidades, espaços

A partir da década de 1960, observa-se uma maior politização da sociedade civil, na qual as profissões liberais e outras profissões intelectuais participam intensamente. Serão bem-vindas as propostas que permitam abordar os fatores dessa politização (mudança geracional, liberalização relativa, abertura e intercâmbios internacionais, etc.), as suas temporalidades (durante os regimes autoritários, em momentos de mudança de regime ou posteriormente) e os seus espaços (Universidade, mundo do trabalho, partidos políticos da oposição, organizações profissionais). Poderá ser dada atenção ao acompanhamento de trajetórias individuais ou coletivas (ambiente social, formação, carreira, redes) emblemáticas do compromisso das profissões intelectuais. Será possível aprofundar a forma como as organizações profissionais são afetadas pela politização de uma parte dos seus membros. São impulsionadoras, expectantes ou hostis a esta evolução? Não se tornam, sobretudo, um campo de batalha tanto para os opositores como para os partidários do regime? Aqui se colocam as fortes divergências que podem existir entre os membros de um mesmo grupo profissional em termos de idade, posição profissional e convicções políticas, que podem afetar a sua influência e capacidade de ação, e que o colóquio convida a ter em conta.

Eixo 2: Mudanças profissionais e mudanças políticas

Trata-se, mais concretamente, de aprofundar as relações plurais entre as dinâmicas profissionais e as mudanças no aparelho estatal e político durante os anos 1960 e 1970. Para encarar o desafio da modernização e da abertura da economia, os regimes autoritários da península viram-se obrigados a mobilizar especialistas e peritos, apesar da sua politização, real ou suposta. Assim, os profissionais puderam ao mesmo tempo servir o regime, opor-se a ele ou tentar fazê-lo evoluir, e depois contribuir para a elaboração das novas instituições. Também são bem-vindas as propostas a questionar os motivos profissionais do compromisso das profissões intelectuais contra ou a favor do regime. Por exemplo, as numerosas coortes de jovens arquitetos são tanto mais propensas a mobilizar-se contra o regime e em nome da «função social» da arquitetura, quanto mais difícil é a sua entrada no mercado de trabalho (Vaz: 2017). O colóquio também pretende interrogar os benefícios obtidos pelos grupos profissionais, ou por alguns dos seus membros, ao comprometer-se contra os regimes autoritários na fase de transição. Será que a legitimidade derivada do papel de “opositor” permite desempenhar um papel político no processo institucional de democratização (papel nos governos provisórios, candidatura às eleições, definição das instituições) ou obter benefícios corporativistas? Por outro lado, quais são os custos políticos e profissionais para os apoiantes dos regimes derrubados?

Eixo 3: Profissões intelectuais e compromissos políticos e sociais

O último eixo pretende desenvolver as formas concretas e os meios de compromisso das profissões intelectuais nos últimos anos das ditaduras e durante o processo de transição política e institucional. O objetivo é, em particular, esclarecer como esses grupos profissionais puderam ser determinantes para apoiar a mobilização de grupos sociais perseguidos pelo regime ou mobilizados contra ele; ver como as associações profissionais puderam ser recursos –ou não– nessas lutas sociais ou políticas; e também examinar os vínculos que foram estabelecidos entre diferentes profissões ao serviço dessas lutas. No âmbito das propostas, outras questões podem ser aprofundadas. Que retórica, que discursos justificavam essas posições ou intervenções? Que tipo de vínculos foram estabelecidos entre os membros das profissões intelectuais e os outros atores das mobilizações sociais (colaboração, cooperação, subordinação, dominação)? Que papel desempenharam os partidos políticos e as organizações católicas nesse encontro? Quando e como os vínculos entre esses diferentes atores da sociedade civil se distenderam?

Modalidade de apresentação:

As comunicações podem ser apresentadas em espanhol, português, francês ou inglês. As propostas (título e resumo de 3500 caracteres no máximo) devem ser enviadas até 12 de outubro de 2025 para o seguinte endereço: iberproxx@gmail.com

No final do colóquio, será aberto um prazo para o envio e seleção de textos para uma publicação académica dos resultados mais destacados.

Serão concedidas um total de 6 bolsas de viagem (até 100 euros cada) para cobrir as despesas de deslocação a Madrid dos estudantes de doutoramento que apresentarem comunicações. Para solicitar esta bolsa, deve indicar no e-mail enviado juntamente com a proposta, incluindo, neste caso, um breve CV (não mais de 600 palavras) que servirá para selecionar os beneficiários da ajuda.

Comité organizador:

Christophe ARAÚJO (Universidade Paris Nanterre)

Rubén CABAL TEJADA (Universidade Autónoma de Madrid)

Misael Arturo LÓPEZ ZAPICO (Universidade Autónoma de Madrid)

Céline VAZ (Universidade Politécnica Hauts-de-France)

Comité científico:

Irene DÍAZ MARTÍNEZ (Universidade de Oviedo)

Xavier DOMÈNECH SAMPERE (Universidade Autónoma de Barcelona)

Ángeles GONZÁLEZ FERNÁNDEZ (Universidade de Sevilha)

Concepción LANGA NUÑO (Universidade de Sevilha)

Darina MARTYKÁNOVÁ (Universidade Autónoma de Madrid)

Carne MOLINERO RUIZ (Universidade Autónoma de Barcelona)

Juan Luis PAN-MONTOJO GONZÁLEZ (Universidade Autónoma de Madrid)

Javier TÉBAR HURTADO (Universidade de Barcelona)

Carlos SANZ DÍAZ (Universidade Complutense de Madrid)

Nicolas SESMA LANDRIN (Universidade de Grenoble)

Luísa SOUSA (Universidade Nova de Lisboa)

Instituições organizadoras:

Universidade Autónoma de Madrid (UAM)

Universidade Politécnica Hauts-de-France (UPHF)

Casa de Velázquez

Escalas. Grupo de investigação em história conectada da contemporaneidade

Atividade enquadrada no projeto IberPro: Grupos profissionais e Estados autoritários na Península Ibérica no século XX. Perspectiva comparada (Mediterrâneo, América Latina) que será apoiado pela Casa de Velázquez entre 2026 e 2028.

Calendário e lugar do colóquio:

12 de outubro de 2025 – prazo para envio das propostas.

20 de outubro de 2025 – Notificação dos resultados.

10-11 de dezembro de 2025 – Colóquio na Faculdade de Filosofia e Letras da Universidade Autónoma de Madrid (UAM), Madrid.

Listas de difusão: Associação de História Contemporânea (AHC), Associação de História Atual (AHA), Associação de História do Presente (AHP), Associação de História da Comunicação (AHC), Historiennes et Historiens du Contemporain (H2C), HIstPort, Associação Espanhola de História Económica (AEHE), Comissão Espanhola de História das Relações Internacionais (CEHRI).